

Face à la crise syrienne : des gauches arabes divisées.

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Face à la crise syrienne : des gauches arabes divisées.. Le Monde Diplomatique, Le Monde, 2012, pp.11. halshs-00726548

HAL Id: halshs-00726548

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00726548>

Submitted on 30 Aug 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Face à la crise syrienne : des gauches arabes divisées.

Au contraire des soulèvements égyptiens et tunisiens, l'insurrection syrienne de mars 2011 n'a pas fait l'unanimité au sein des gauches arabes. Entre empathie envers les revendications démocratiques des manifestants syriens, et crainte des ingérences politiques et militaires extérieures, une véritable ligne de fracture s'est dessinée.

En août 2011, le quotidien libanais de gauche nationaliste *al-Akhbar*¹ vit sa première grande crise depuis sa création à l'été 2006. Son rédacteur en chef adjoint, Khaled Saghieh, quitte en effet le journal qu'il a lui-même contribué à fonder. Au centre de la polémique : le traitement de la crise syrienne. Khaled Saghieh dénonce en effet le manque de soutien du journal au soulèvement populaire syrien commencé en mars 2011². *Al-Akhbar* n'a jamais dénié sa proximité politique avec le Hezbollah libanais – l'un des principaux soutiens régionaux de la direction baathiste à Damas – et n'a jamais caché, dans sa ligne éditoriale, qu'il était sans doute plus favorable à une logique de dialogue entre l'équipe au pouvoir en Syrie et une partie de l'opposition qu'à une « chute » pure et simple du régime. Et pourtant : *al-Akhbar* n'en a pas moins, depuis le commencement de la révolte syrienne, donné la parole à un certain nombre d'opposants au Président Bashar al-Assad. Parmi eux, Salamah Kaileh, un intellectuel marxiste syro-palestinien, arrêté à la fin avril 2012 par les services de sécurité syriens.

En juin 2012, la crise politique d'*al-Akhbar* se poursuit dans la version anglaise du journal, en ligne, à la suite d'un article d'Amal Saad Ghorayeb³. Se situant explicitement dans une ligne de soutien à la présidence syrienne, la chroniqueuse libanaise s'attaque alors aux partisans de la « troisième voie » : ceux qui dénoncent le régime autoritaire syrien tout en mettant en garde contre toute forme d'intervention étrangère, à fortiori militaire et occidentale, sur le modèle libyen. En conséquence, le même mois, c'est un autre collaborateur d'*al-Akhbar English*, Max Blumenthal, qui annonce son départ, dans un article critiquant les « apologistes d'al-Assad » au sein de la rédaction⁴.

Une « troisième voie » ?

La crise d'*al-Akhbar* est symptomatique des débats qui clivent aujourd'hui, autant stratégiquement qu'idéologiquement, les gauches dans le monde arabe. Certaines restent partisans du régime, au nom de la lutte contre Israël et de la « résistance à l'impérialisme ». D'autres se placent résolument aux côtés de l'insurrection syrienne, au nom d'une logique « révolutionnaire » et de défense des « droits démocratiques ». Les dernières, enfin, défendent une ligne médiane, entre solidarité distante avec la demande de liberté des manifestants syriens et critique inconditionnelle des « ingérences étrangères » dans le conflit, prônant alors une forme de « réconciliation nationale » entre l'opposition et le régime. Face à la Syrie, qu'elles soient d'origines proprement communistes ou marxisantes, qu'elles se situent dans l'orbite d'une certaine gauche nationaliste, qu'elles soient radicales ou modérées, les gauches arabes ont ainsi l'allure d'une mosaïque éclatée.

¹ Les Nouvelles.

² Ibrahim al-Amin, « Pourquoi Khaled Saghieh a-t-il quitté al-Akhbar » (en arabe), *al-Akhbar*, 21 août 2011.

³ Amal Saad Ghorayeb, « Syrian Crisis : There's a crowd », *al-Akhbar English*, 12 juin 2012.

⁴ Max Blumenthal, « The right to resist is universal : a farewell to Al Al Akhbar and Assad's Apologists », *al-Akhbar English*, 20 juin 2012.

Les soutiens purs et simples à la politique du gouvernement syrien ne sont certes pas légions, et rares sont les voix appelant à un maintien du régime tel quel. Mais les partisans inconditionnels de la révolte populaire ne semblent pas être plus majoritaires. Ces derniers se situent souvent à l'extrême-gauche du spectre politique. Ils sont parfois de filiation trotskyste –le Forum socialiste au Liban, les Socialistes révolutionnaires en Egypte-, ou maoïstes –la Voie démocratique au Maroc. Ils entretiennent des relations avec certaines fractions opposantes au régime, comme la Gauche révolutionnaire en Syrie de Gayath Naisse. Ils ont pu participer, depuis le printemps 2011, à de ponctuelles mobilisations devant les consulats et ambassades syriens de leurs pays respectifs. Certaines voix intellectuelles de gauche indépendantes soutiennent également la logique insurrectionnelle, à l'instar de l'historien libanais Fawwaz Traboulsi⁵. C'est d'abord la « chute du régime » qui est demandée : cette sensibilité dans les gauches arabes refuse toute logique de dialogue entre les autorités gouvernementales et l'opposition. Tout en défendant la nécessité d'une protestation populaire, si ce n'est pacifique, elle ne dénie pas aux révoltés le droit de recourir à la force des armes. A l'extrême-gauche, les partisans de la révolution syrienne se démarquent toutefois du Conseil national syrien (CNS)⁶, l'une des principales coalitions de l'opposition, sur un point majeur : son alliance avec des états tels que le Qatar, la Turquie ou l'Arabie saoudite, y est fermement dénoncée comme pouvant affecter l'indépendance du mouvement populaire en Syrie.

C'est donc souvent une « troisième voie » qui est recherchée : dénonçant tout à la fois le régime, appelant à sa chute finale, une partie des gauches radicales n'en reste pas moins circonspecte sur le soutien accordé par les monarchies du Golfe aux révolutionnaires syriens, tout comme elle n'ose adhérer complètement au discours « anti-régime » d'une partie de la communauté internationale, Etats-Unis en tête. Cependant, ce réflexe « anti-impérialiste » ne prend pas ici le pas sur le soutien à l'insurrection. Pour cette gauche radicale, priorité est encore donnée à la situation interne en Syrie : c'est la logique du soulèvement qui compte avant tout, opposant un peuple à son régime, traçant ainsi un parallèle avec les processus à l'œuvre précédemment en Tunisie ou en Egypte.

Une logique « réformiste »

C'est au contraire une distance prudente envers la révolte syrienne qui caractérise la majorité des forces se situant à la gauche du spectre politique dans le monde arabe. C'est d'abord la militarisation de l'insurrection qui est souvent dénoncée : elle ne profiterait ainsi qu'aux seuls groupes islamistes radicaux, et aux combattants « étrangers » affluant en Syrie. La confessionnalisation du conflit, qui opposerait progressivement minorités alaouites et chrétiennes à une majorité sunnite radicalisée par la répression, est ainsi agitée comme la cause plus que probable d'une guerre civile interminable qui s'annoncerait. Ce sont enfin les rapports de force régionaux et mondiaux proprement externes à la Syrie qui inquiètent souvent. Iran et Syrie contre monarchies du Golfe ; Russie et Chine contre Etats-Unis : dans le grand jeu guerrier régional et international qui fait de la Syrie une ligne de front entre plusieurs acteurs étatiques internationaux, le choix est souvent fait, à gauche, en faveur des premiers contre les seconds.

Ainsi, lorsque le 4 avril 2012, « l'Union des partis nationalistes et de gauche » jordaniens, une

⁵ Ancien membre dirigeant de l'Organisation d'action communiste au Liban (OACL), Fawwaz Traboulsi enseigne aujourd'hui l'histoire à la Lebanese American University (LAU).

⁶ Fondé à l'été 2011, le Conseil national syrien est basé à Istanbul, en Turquie. Il regroupe d'importants partis de l'opposition syrienne, à l'instar des Frères musulmans.

coalition réunissant six formations politiques, des communistes aux nationalistes arabes, organise un meeting, à Amman, pour commémorer le neuvième anniversaire de l'invasion américaine de l'Irak, c'est moins le souvenir de la chute de Saddam Hussein que la crise syrienne qui est sur toute les lèvres : « *l'intervention étrangère* » en Syrie y est fermement dénoncée, certains orateurs traçant un parallèle explicite entre l'opération militaire d'avril 2003 contre l'Irak et l'appui des principales puissances occidentales au Conseil national syrien et à l'opposition armée⁷. En Tunisie, dans un communiqué publié en mai 2012, la puissante centrale syndicale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), dont une partie du Bureau exécutif est aujourd'hui issue de l'extrême-gauche, tout en réitérant son soutien aux demandes démocratiques du peuple syrien, met en garde contre un « *complot* » fomenté par les états « *coloniaux et arabes réactionnaires* »⁸. Deux mois auparavant, le Parti des ouvriers communiste tunisien (POCT) appelait, aux côtés de formations nationalistes arabes, à une manifestation pour dénoncer la tenue, à Tunis, de la conférence des « Amis de la Syrie », réunissant, autour du Conseil national syrien, près de 60 délégations internationales. Le Parti communiste libanais s'est quand à lui caractérisé par un positionnement particulièrement prudent : publiant parfois dans ses organes de presse des articles d'opposants syriens tels que Michel Kilo, il s'est toutefois abstenu de participer aux quelques manifestations qui se sont tenues, depuis un an, devant le consulat syrien à Beyrouth. Qui plus est, il se retrouve parfois sous le feu des critiques de l'extrême-gauche libanaise, une partie de sa direction restant proche du Parti de la volonté populaire syrien de Qadri Jamil : membre de l'opposition « *légal* », ce dernier a intégré le nouveau gouvernement de Riyad Hijab, appointé par Bashar al-Assad au mois de juin 2012, comme Vice-Premier Ministre aux affaires économiques.

C'est donc plus souvent une logique « *réformiste* » et graduelle qui est mise en avant par une partie des gauches arabes : la solution au conflit syrien sera politique, et non militaire. Le communiqué final de la *Conférence nationaliste arabe*, qui s'est tenue à Hammamet, en Tunisie, en juin 2012, réunissant quelques 200 congressistes membres de formations nationalistes arabes, de gauche⁹, et, dans une moindre mesure, islamistes, en résume quelque peu la teneur : le document s'est voulu le plus consensuel possible. Tout en reconnaissant le droit du « *peuple syrien à la liberté, à la démocratie et à l'alternance pacifique au pouvoir* », il condamne en même temps la « *violence d'où qu'elle vienne* », renvoyant dos à dos le régime et l'opposition armée, les appelant tous deux à s'inscrire dans une logique de « *dialogue* » basé sur le Plan de retour à la paix proposé en mars 2012 par l'émissaire de l'ONU, Kofi Annan¹⁰.

Janus syrien et spectre islamiste

Si, dans une partie de la gauche radicale du monde arabe, la perspective révolutionnaire doit donc bien être à l'ordre du jour en Syrie, une autre fraction, substantiellement plus importante, en a au contraire fait son deuil : une chute brutale du régime n'est pas souhaitée. Pour la première, le nœud du problème est d'abord syrien : c'est celui qui fait se confronter un arsenal répressif à une insurrection populaire. Pour la seconde partie de la gauche, le cœur de la contradiction résiderait

⁷ « Les partis nationalistes et de gauche affirment leur refus de l'intervention étrangère dans les affaires arabes » (en arabe), Hebdomadaire *Nida al-Watan (l'appel de la patrie)*, numéro 63, Jordanie, avril 2012.

⁸ Communiqué de l'Union générale tunisienne du travail (en arabe), 17 mai 2012.

⁹ En plus des formations proprement nationalistes arabes, baathistes ou nassériennes, la *Conférence nationaliste arabe* comprend des partis politiques de gauche tels que le Parti socialiste unifié (PSU) marocain, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), ou le Parti socialiste yéménite (PSY).

¹⁰ Communiqué de la *Conférence nationaliste arabe* (en arabe), Hammamet, Tunisie, 6 juin 2012.

dans une guerre froide qui ne dirait pas son nom. La peur du vide et d'une nouvelle Syrie post-Bashar dont la sphère d'alliance internationale serait tout à la fois réconciliée avec les Etats-Unis d'Amérique et dirigée vers les états du Golfe est bien plus forte que celle de voir la durée de vie du régime encore perdurer. C'est aussi que la Syrie fait encore office de Janus pour les gauches arabes. Rares sont en effet ceux qui dénieient son caractère autoritaire et répressif : mais encore aujourd'hui, le discours défensif du régime syrien, combiné aux sanctions internationales dont il fait l'objet, fait écho à un des profonds sous-bassement idéologique des gauches arabes, à savoir le paradigme tiers-mondiste et « *anti-impérialiste* ». Chez les uns, ce sentiment « *anti-impérialiste* » reste encore tempéré par l'attachement au caractère populaire de la révolte. Chez les autres, il est au contraire démultiplié par l'internationalisation croissante du conflit.

Qui plus est, la dynamique islamiste née des printemps arabes, traduite par l'arrivée aux portes des pouvoirs marocains, tunisiens et égyptiens de forces issues des Frères musulmans, a sans doute provoqué, dans une partie des gauches, un étrange retour de balancier : les révoltes arabes sont aussi désormais craintes pour la nouvelle hégémonie islamiste qu'elles pourraient à terme faire naître. Le mouvement an-Nahda en Tunisie, tout comme les Frères musulmans égyptiens en Egypte et en Jordanie, apparaissent comme de fervents soutiens de l'opposition syrienne. La position d'une grande partie des gauches arabes sur le dossier syrien traduit ainsi sa propre confrontation intérieure avec les forces issues de l'islam politique. D'où, pour des partis se réclamant souvent de la « *révolution* » et du « *progressisme* », si ce n'est encore pour certains du marxisme, une préférence paradoxale pour une solution négociée et graduelle de transition en Syrie, par peur des lendemains qui déchantent.

Nicolas Dot-Pouillard (Chercheur à l'Institut français du Proche-Orient à Beyrouth, Liban).